

Et si l'on échangeait les voitures de société contre un logement de société?

DH - PAULINE DEGLUME - 27 octobre 2015

Depuis plusieurs années, notre capitale occupe la tête des classements - peu flatteurs - des villes les plus embouteillées d'Europe.

Nos longues files sont notamment dues à la défiscalisation des voitures de société. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), notre pays figure parmi ceux qui subsidient le plus les voitures de société octroyées en guise de rémunération extra-salariale. En effet, près de 25 % du parc automobile belge est composé de voitures de société, ce qui représente plus d'un million de véhicules.

Sans remettre en cause le principe des voitures de société, le CDH souhaite voir émerger une alternative logement au moins aussi attractive d'un point de vue fiscal. Le chef de groupe CDH au Parlement bruxellois, Benoît Cerexhe, va ainsi déposer une proposition de résolution visant à encourager le gouvernement régional à convaincre le fédéral de faire évoluer le système des avantages de toute nature (ATN) afin de permettre aux salariés de négocier d'autres formes d'avantages telles que l'intervention récurrente dans le loyer ou le remboursement des mensualités de crédit hypothécaire.

Cette mesure serait bénéfique tant pour lutter contre l'exode rural que la pollution, estime Benoît Cerexhe : *"De nombreux Bruxellois acceptent la voiture de société, toujours avantageuse fiscalement, sans en avoir vraiment le besoin réel. L'intervention directe dans le loyer permettrait de décongestionner la ville et d'avoir un air plus sain. En outre, cette mesure permettrait de fixer à Bruxelles les ménages qui y travaillent. C'est une réponse à la crise du logement que l'on connaît en Région bruxelloise avec des loyers et des prix d'achat d'un bien immobilier de plus en plus inabornables pour les classes moyennes et les familles."*

Au rayon des avantages des logements de société, l'humaniste cite encore la diminution du stress chez les employés. *"Les bénéficiaires de la mesure seraient donc également les entreprises qui verront leur personnel dégager du stress causé par les bouchons matinaux, car habitant à proximité de leur lieu de travail. Quant aux salariés, ils bénéficieront d'un pouvoir d'achat augmenté et perdront moins de temps dans le trafic"*, fait valoir Benoît Cerexhe.

Alors que le coût de la congestion du trafic est évalué par la Chambre de Commerce de Bruxelles (Beci) à quelque 511 500 000€ par an et que les loyers sont plus élevés que dans les deux autres régions du pays, cette mesure aurait du sens à Bruxelles. Mais ce n'est pas le gouvernement régional qui a la main dans ce dossier.